

Contre l'enlisement du mouvement étudiant

Jean-Marie Vincent

La valse-hésitation des camarades du bureau national de l'UNEF (excluant sans en avoir le pouvoir statutaire la fraction UNEF-Renouveau, puis revenant dans une seconde déclaration sur cette décision), si elle a encore un peu plus accentué la confusion de l'organisation étudiante, aura au moins eu le mérite de montrer que le « statu quo », que la situation qui s'est développée après le congrès d'Orléans, ne peuvent plus et ne doivent plus être assumés par les étudiants du P.S.U. En effet, que remarque-t-on dans la pratique quotidienne ?

On observe avant tout que la fraction UNEF-Renouveau appuyée par le parti communiste refuse purement et simplement d'appliquer une quelconque discipline d'organisation. Le bureau national décide-t-il une plate-forme de luttes pour la rentrée, l'UNEF-Renouveau met en avant ses propres mots d'ordre, fait ses propres meetings. Sur un point fondamental la fraction scissionniste viole ouvertement des décisions de congrès ; elle est devenue la seule organisation d'importance nationale qui donne une caution à la participation Guichard. Si l'on en croit la presse, elle va présenter entre 5 et 8.000 candidats lors des prochaines élections aux comités de gestion des universités. Imagine-t-on un seul instant que l'organisation ouvrière la plus démocratique dans ses structures, une confédération syndicale, par exemple, accepterait longtemps voire un seul instant une pareille situation ?

Or, l'activité fractionnelle de l'UNEF-Renouveau ne date pas d'hier, mais des lendemains de la loi Edgar Faure. C'est pourquoi on ne peut s'étonner que nombre d'étudiants se soient peu à peu détournés de l'UNEF en constatant que les gens qui s'en réclamaient avaient des politiques totalement contradictoires et des pratiques tout à fait opposées dans de nombreuses circonstances. Au lieu d'être le foyer de regroupement des étudiants de l'après Mai et

de traduire la progression politique, difficile mais tout de même réelle d'une bonne partie du monde étudiantin, l'UNEF est devenue le champ clos de rivalités d'appareils. L'action ne pouvait pas ne pas en souffrir, de même que la capacité d'intervention des étudiants du P.S.U.

Aujourd'hui, il faut faire le bilan critique de cette période et tirer un trait sur elle. Il ne peut être question de s'accrocher à une ombre de pouvoir au sein de l'UNEF ou de s'épuiser dans un vain combat dans ses structures parlementaires ; le temps est venu au contraire de préparer systématiquement et sur des bases nouvelles l'affirmation du mouvement étudiant anticapitaliste.

Comme « Tribune Socialiste » l'a déjà indiqué à plusieurs reprises le maintien d'une forte combativité étudiante donne un fondement objectif à un tel projet. Si nous devons amorcer un repli, il ne peut donc être question de sonner la retraite et de nous limiter dans l'Université à un travail de propagande sur les thèmes généraux du P.S.U. Toute la difficulté consiste évidemment à trouver l'oreille des nouvelles générations étudiantes qui n'ont pas vécu mai-juin 1968 à l'Université, et à se réinsérer avec l'essentiel des forces révolutionnaires dans des batailles sérieuses contre le pouvoir.

Pour cela plusieurs écueils doivent être évités. Le premier est de postuler chez les étudiants et dans l'opinion populaire, un degré tel de politisation que des actions, comme celle engagée contre J. Foyer à Nanterre, soient appréciées comme des actions mobilisatrices de la grande masse. Certes, l'intervention de la police ou des vigiles universitaires peut susciter dans la plupart des cas une réaction de la majorité des étudiants, mais cette mobilisation n'a de chances de durer que si les objectifs ne restent pas purement « symboliques » ou « idéologiques », mais sont reliés aux

problèmes concrets de la vie universitaire (conditions matérielles de travail, etc.). Le deuxième écueil par contre est de partir de cette constatation pour limiter étroitement l'horizon des luttes étudiantes et les cantonner à des revendications corporatistes. L'intervention des révolutionnaires n'a en réalité de sens que si elle est conforme à la volonté d'une grande part des étudiants de ne pas faire fonctionner l'Université au service de la bourgeoisie. Avec eux, il faut se battre pour ouvrir et sensibiliser les structures universitaires aux aspirations de ceux qui étudient, mais en montrant bien que ce refus de l'Université bourgeoise suppose pour être efficace une intégration à la lutte de classes la plus conséquente à l'extérieur des facultés.

Il faut donc qu'une visée stratégique claire (le démantèlement de l'Université bourgeoise coïncidant avec la fin du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie) trouve sa traduction en démarches tactiques qui ne séparent pas le

mouvement étudiant du mouvement général de la lutte de classes. Tout cela doit être discuté, examiné sérieusement en fonction d'expériences très diverses. Les comités d'actions UNEF, les comités de lutte hors de l'UNEF présentent entre eux de très grandes différences dues à des situations elles-mêmes très particulières, mais aussi à des attitudes politiques divergentes. Par la confrontation, la coordination des actions, il est urgent d'unifier ces pratiques souvent opposées, non pas dans l'espoir illusoire d'arriver à une homogénéisation complète, mais à une convergence du mouvement de masse, le dépassement des divisions. Construire un mouvement anticapitaliste, étudiant, structuré de façon permanente à partir des luttes est la tâche essentielle des étudiants révolutionnaires. C'est à ce prix qu'on pourra aller au-delà de la cartellisation intermittente des différents groupes, au-delà des affrontements de boutique.